DE KUJOYAMA À YOSHIDA
- Pour le quatre-vingtième anniversaire du nouveau bâtiment de l'Institut franco-japonais du Kansai -

Il se trouve que j'ai été le dernier directeur de l'Institut à habiter l'appartement de fonction du dernier étage. J'ai donc vécu dans ce merveilleux bâtiment durant huit années avec le sentiment d'un privilège de tous les instants. On comprendra dans ces conditions quelle émotion est la mienne, près d'un quart de siècle après l'avoir quitté, à prendre aujourd'hui la parole pour célébrer ses quatre-vingts ans, et je voudrais avant tout remercier Monsieur l'Ambassadeur Dana et Monsieur le Consul Général Brosseau, mon lointain successeur à la tête de l'Institut, de l'honneur et du bonheur que, grâce à eux, je ressens aujourd'hui à m'exprimer devant vous.

*

Il en va souvent ainsi dans la coopération bilatérale entre la France et le Japon : le bâtiment dont nous célébrons aujourd'hui le quatre-vingtième anniversaire doit indirectement à l'action fondatrice de Paul Claudel, qui avait su au cours de sa mission d'ambassadeur au Japon (1921-1927) concrétiser un projet de centre culturel, la future Maison franco-japonaise, qui avait été initié en 1914 par l'un de ses prédécesseurs immédiats sur proposition d'une association de francophiles locaux. Claudel avait été nommé au Japon relativement tard dans sa carrière (il avait 53 ans et venait d'être élevé à la dignité d'Ambassadeur de France), mais il avait, jeune diplomate, passé quinze années de rang dans diverses affectations chinoises au cours de la période décisive qui conduit le

Céleste Empire moribond de l'humiliante défaite aux mains du Japon (1895) à la Révolution de 1911, et le Quai d'Orsay avait, en nommant Claudel à Tokyo, assigné des objectifs extrêmement ambitieux à ce spécialiste chevronné de la Question d'Extrême-Orient. On attendait notamment de lui qu'il travaille à l'amélioration des relations commerciales entre l'Indochine française et le Japon, qui butaient sur des droits de douane prohibitifs, principalement destinés à apaiser la crainte que nourrissaient les milieux d'affaires de la colonie de se faire noyer, en cas d'abaissement des barrières douanières, sous les produits manufacturés japonais bon marché. On comptait également sur l'aura du grand écrivain pour combattre l'influence culturelle de l'Allemagne au Japon, à laquelle la défaite du Reich au terme de la Première Guerre mondiale n'avait strictement rien changé : les Allemands continuaient en effet à tenir le haut du pavé dans l'université japonaise où certaines disciplines, le droit et la médecine notamment, étaient carrément sous influence germanique. Les Japonais attendaient un assouplissement des dispositions douanières avec l'Indochine, et ils en faisaient clairement la condition de leur contribution financière à la fondation de la Maison franco-japonaise, conçue dès l'origine comme devant associer des crédits d'investissement locaux (ce que Claudel appelait le « contenant » japonais) à un fonctionnement assuré par une subvention française (le « contenu »[1]). En réussissant à faire décider par le Gouvernement français la visite au Japon, en mai 1924, du Gouverneur Général de l'Indochine française, personnage éminent de la Troisième République venu (du moins était-ce le prétexte invoqué) pour présenter ses condoléances au peuple japonais à la suite du séisme cataclysmique qui avait détruit huit mois auparavant Tokyo et Yokohama, Claudel faisait coup double : il donnait aux

[1] Lettre de Claudel à Kijima Kôzô du 26 juillet 1926, Maison franco-japonaise, archives du bureau japonais.

Japonais le sentiment que la France s'était enfin déterminée à travailler au réglement du contentieux fiscal avec l'Indochine, du coup il obtenait le déblocage du dossier de la Maison franco-japonaise pour laquelle les Japonais se décidaient à intervenir financièrement, et il se retrouvait à même de procéder en décembre 1924 à l'inauguration d'un établissement de recherches et de diffusion dans lequel il voyait « un puissant et solide moyen d'influence culturelle et économique »[2].

Parmi les premiers pensionnaires destinés à partir pour ce centre de recherches se trouvait le géographe Francis Ruellan, qui préparait une thèse sur la géomorphologie du Kansai et rencontra Claudel au cours de l'année de congé statutaire que l'ambassadeur passa en France au cours de la majeure partie de 1925. Amoureux de Kyoto où il effectue, à en juger par son Journal, pas moins de huit séjours au cours de sa mission, saisissant le moindre prétexte de s'y rendre pour s'adonner à des visites insatiables de temples et de jardins, Claudel est par ailleurs préoccupé de l'absence d'implantation culturelle française hors de la capitale dans un pays aussi bipolarisé que le Japon, alors même qu'à Tokyo un établissement privé d'enseignement de la langue et de la civilisation, l'Athénée français, avait ouvert ses portes dès 1913. Il semble donc que Claudel, dès leur premier contact, ait encouragé Ruellan à profiter de ce que ses recherches le conduiraient à effectuer de fréquents déplacements dans le Kansai pour y prendre le pouls des francophiles locaux, parmi lesquels le tout-puissant et parfaitement francophone Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Osaka, le Sénateur inamovible Inabata Katsutarô. Ce personnage hors-norme, qui dirigeait une importante entreprise de teinture industrielle, avait passé son adolescence à Lyon où il s'était initié au contact des soyeux, avait fait fortune dans la teinture des uniformes

---

[2] Archives du Ministère des Affaires étrangères (MAE), Claudel à MAE, 3 juin 1924.

de l'armée japonaise, et avait incidemment rapporté de France le procédé des Frères Lumière, ses anciens condisciples au Lycée technique Lamartinière, organisant dès 1897 les premières projections cinématographiques au Japon. Saisi par Ruellan des intentions claudéliennes, Inabata allait prendre avec enthousiasme la direction d'une opération de financement qui, la santé commerciale du Kansai aidant en cette période où le Kantô se relevait à grand peine du désastre qui l'avait frappé, allait réussir au delà des espérances, au point que l'on en vint bien vite à abandonner le projet d'« Université d'été française[3] » dans la fraîcheur du Mont Hiei, au nord-est de Kyoto, qui avait d'abord été soumis à la générosité des donateurs, pour décider la construction en ville d'un établissement permanent. Il n'est pas certain toutefois que le choix du terrain qui fut alors effectué par Inabata, une sorte de balcon sur Kyoto au lieu-dit Kujoyama qui par définition ne pouvait que se trouver éloigné du quartier universitaire, situé en centre-ville, ait été très heureux, et on sait par Armand Hauchecorne, Consul de France à Osaka et Kobe, que lorsque Claudel lui-même « visita [...] les emplacements disponibles sur le Mont Kujô, notre ancien Ambassadeur, sans s'opposer à ce que M. Ruellan », pressenti pour prendre la direction de l'établissement, « y choisit un terrain pour son habitation personnelle, fut d'avis de louer un local dans le quartier des écoles pour y établir l'Institut projeté : mais cette suggestion ne fut pas suivie »[4].

Claudel eut juste le temps, avant de rejoindre son affectation suivante à Washington, de présider à la réunion inaugurale de la Société de Rapprochement intellectuel franco-japonais, fondation binationale destinée à assurer la tutelle juridique du futur Institut et placée sous la direction de l'Ambassadeur de France au Japon. Ruellan devait donc prendre en novembre 1927 la direction de

---

[3] Archives du MAE, Claudel à MAE, 14 octobre 1926.
[4] Archives du MAE, Hauchecorne à MAE, 19 juillet 1936.

l'établissement nouvellement construit, une bâtisse à l'occidentale sans grand caractère, comme posée sur un plateau aménagé par arasement dans la colline abrupte (Fig. 1-2). Initiateur du projet, il eut tendance à faire de pauvreté vertu et à vanter l'isolement relatif du site, garant selon lui du sérieux des études que l'on pouvait y poursuivre. Ce ne fut pas l'avis de son successeur, le japonologue Georges Bonneau, qui attira l'attention du Service des Œuvres du Ministère sur les désavantages du site, ce le fut encore moins de celui qui succéda à Bonneau en 1932, Louis Marchand, qui, rappelle-t-il dans l'ouvrage qu'il consacra en 1937 au *Nouvel Institut franco-japonais de Kyoto*, fut « dès son arrivée (...) frappé des multiples inconvénients que présentait la situation du local : certes la vue était magnifique, mais le grand éloignement du centre universitaire, la difficulté d'accès, les escaliers et les pentes, semblaient conjugués pour écarter les étudiants »[5]. Marchand était un praticien historique du français langue étrangère, et sa méthode d'enseignement, *Le premier livre de français ou la Famille Dupont* (1920), fut utilisée par des générations d'apprenants du français langue seconde. Agrégé d'allemand, il avait en fait conçu cette méthode pour l'enseignement du français en Alsace-Lorraine, revenue dans le giron national après un demi-siècle. Il s'agissait donc à l'origine d'un manuel de français langue seconde destiné à des germanophones, qui s'inspirait librement de la méthode directe en didactique des langues, soit une approche naturelle de la langue étrangère fondée sur l'observation de l'acquisition de la langue maternelle par l'enfant. Détaché entre 1923 et 1925 par le Quai pour enseigner à l'École des Langues étrangères d'Osaka, il est amené à faire la démonstration de son magistère devant Claudel alors en « tournée dans les villes de l'Ouest ». L'Ambassadeur ne tarit pas

---

[5] *Le nouvel Institut franco-japonais de Kyoto – Documents pour servir à l'histoire des relations culturelles franco-japonaises*, Kyoto, Société de Rapprochement intellectuel franco-japonais, 1937, p. 2.

d'éloges dans son rapport de mission pour ce « professeur excellent », qui « a introduit des méthodes remarquables dont il n'est pas exagéré de dire qu'elles me paraissent de nature à révolutionner l'enseignement des langues vivantes. N'étant pas spécialiste, je ne puis me prononcer sur la valeur définitive de la méthode dite de la " Famille Dupont " [...]. Ce que je puis dire, c'est que j'ai pu soutenir une conversation en français sur des sujets difficiles avec des jeunes gens qui n'avaient commencé l'étude de notre langue que *depuis sept mois*. C'est un résultat merveilleux. Ce qui m'a frappé aussi, c'est la vie, l'entrain de ces classes où l'élève est constamment appelé à collaborer avec le professeur. Nous sommes loin du morne ennui des classes d'allemand que je subissais jadis au Lycée Louis-le-Grand où pendant deux heures nous expliquions péniblement *Hermann et Dorothée* et où j'ai pris pour toujours l'horreur de Goethe ! »[6].

C'est donc cet illustre praticien du français langue étrangère qui, après un retour en France interrompu par un nouveau détachement d'une année universitaire aux États-Unis (1927-28), vient le 1er avril 1932 prendre la direction de l'Institut franco-japonais du Kansai. Parvenant rapidement à la conclusion que le site est impropre au développement de l'institution, il se met en quête d'un terrain qui pourrait abriter une annexe pour les cours, et trouve effectivement à la porte même de l'Université de Kyoto un emplacement disponible, propriété du Ministère japonais de l'Instruction Publique. Il saisit officiellement Inabata par lettre du 28 octobre, obtient l'accord du mécène et se trouve à même dès le 16 janvier 1933 de présenter son projet en séance du Conseil d'administration de la Société de Rapprochement. Le Chargé d'affaires de l'Ambassade, qui préside la réunion en l'absence de l'Ambasssadeur alors en France, fait le point avec concision sur la situation dans son compte-rendu de séance à l'attention du

---

[6] Archives du MAE. Claudel à MAE, 17 décembre 1923.

Ministre : « M. Marchand a donné lecture au Conseil de son projet concernant la création d'une annexe à l'Institut qui serait située à proximité de l'Université Impériale. La réalisation de ce projet [...] aurait l'intérêt, en transportant au centre même de la Ville les cours d'enseignement de l'Institut, d'attirer un nombre d'élèves bien supérieur à celui qui fréquente actuellement notre établissement, situé dans une partie de Kyoto très difficilement accessible. [...] La question revêt un certain caractère d'urgence étant donné que l'Ambassadeur d'Allemagne a entrepris des démarches actives en vue d'obtenir l'attribution d'un terrain pour la fondation d'un Institut Germano-Japonais sur le seul emplacement où nous pourrions éventuellement faire construire une annexe. M. Marchand, de son côté, avec l'appui du Sénateur Inabata, a approché les autorités japonaises qui paraissent disposées à céder à l'Institut, à titre gracieux, une partie du terrain en question. [...]. J'estime qu'il ne faut pas perdre l'occasion d'obtenir, par la donation de ce terrain, une position aussi favorable pour notre fondation. Si Votre Excellence n'y voit pas d'objection, je me propose de seconder les efforts du comité d'administration de l'Institut par une démarche personnelle auprès du Ministre japonais de l'Instruction Publique[7] ».

La démarche en question fut de fait effectuée en juillet 33 par l'Ambassadeur en titre revenu entre-temps à son poste, et l'administration japonaise de l'Instruction Publique, après quelques atermoiements sans doute dus au fait qu'elle était sollicitée simultanément par les gouvernements français et allemand, finit par prendre la décision de diviser le terrain convoité en deux parties strictement égales de quelque 2000 mètres carrés chacune, et de les prêter à titre gratuit. La Société de Rapprochement dut en revanche s'engager à effectuer dans un avenir non spécifié, mais qui ne devait semble-t-il pas excéder dix ans, l'acquisition de la moitié qui lui

---

[7] Archives du MAE, De Lens à MAE, 1er février 1933.

revenait (en fait cette acquisition sera effectuée par le Gouvernement français à la fin des années cinquante).

La question du terrain ayant trouvé sa solution, restait le problème de l'édification du bâtiment. Il n'était sans doute pas évident, cinq ou six ans à peine après avoir fait appel à la générosité de la communauté industrielle du Kansai, de rééditer l'opération, d'autant plus que la nécessité de se rapprocher du public universitaire mettait en lumière l'erreur de jugement qui avait été celle d'Inabata en installant l'Institut « au sommet d'une montagne »[8]. Jouant la prudence, Marchand proposa donc au départ une édification progressive en plusieurs bâtiments, envisageant de commencer par « la construction d'une maison en bois qui suffirait jusqu'au moment où l'on serait en mesure de donner à notre oeuvre un plus grand développement »[9]. Et quoi qu'il en pensât par ailleurs, il ne pouvait être question d'abandonner le bâtiment de Kujoyama, pour lequel les Japonais avaient consenti un si gros effort, ayant versé la quasi totalité des 100.000 yens qu'avait coûtés sa construction. Seules les activités d'enseignement devaient donc être transférées dans le quartier de Yoshida. Le centre de recherches et de diffusion culturelle, ainsi que les locaux destinés au logement du personnel, étaient censés rester à Kujoyama. Marchand estima donc les frais de construction du modeste bâtiment scolaire à quelque 30.000 yens, dont les deux-tiers devaient être à nouveau réunis par souscription.

C'est l'entrée en scène des Allemands qui semble avoir changé la donne : le 10 avril 1934, le directeur indique en effet en Conseil d'administration qu'il est désormais « certain [...] que nous ne serons plus le seul Institut à Kyoto. Nous aurons des voisins ; nous ne pouvons pas ne pas tenir compte des comparaisons qui seront faites ; nous ne saurions, sans porter préjudice à notre œuvre,

---

[8] Archives du MAE, Marchand à MAE, 19 juin 1934.

[9] Archives du MAE, De Lens à MAE, 1er février 1933.

lui donner un aspect par trop réduit ».

La mission japonaise de Claudel, au sortir de la guerre et alors que le pouvoir en place était celui de Weimar, était déjà, on l'a vu, une mission de combat contre la prééminence culturelle demeurée intacte de l'Allemagne au Japon. On imagine quel est l'état d'esprit de la partie française alors que Hitler vient de prendre le pouvoir, et que le directeur-fondateur de l'Institut de recherches germano-japonais[10] qui ouvre ses portes à Kyoto en novembre 1934, un japonologue de renom, a pris l'année précédente sa carte du parti nazi (Fig. 3).

Le processus graduel d'édification en plusieurs bâtiments, dont une modeste construction en bois pour amorcer les choses, est dès lors rapidement abandonné pour l'édification d'un unique bâtiment en béton armé qui, placé face à l'équipement construit par l'ennemi héréditaire, aura pour mission explicite de propagande d'illustrer « la place que (la France) occupe dans le monde », où elle fait valoir « les sentiments d'humanité, de solidarité et de fraternité universelle », ignorant en effet « les préjugés de couleurs ou de races »[11].

Rien ne sera donc plus désormais assez beau pour le nouveau bâtiment, à l'édification duquel Inabata, sans doute aiguillonné par la concurrence, s'associera avec plus d'enthousiasme encore si possible que moins de dix ans auparavant, assurant en novembre 1934 le Directeur du Service des Œuvres à Paris qu'il est « persuadé que notre annexe pourra être construit [*sic*] plus magnifiquement que le bâtiment voisin déjà existant »[12], et parvenant à réunir 80% des 200.000 yens qui sont désormais jugés nécessaires. Deux cabinets d'architecture japonais ont été consultés, mais ce sera finalement le projet de Raymond Mestrallet, un élève

---

[10] *Japanisch-Deutsche Forschungsinstitut.*
[11] *Le nouvel Institut franco-japonais de Kyoto, op. cit.*, p. 17.
[12] Archives du MAE, Inabata à Marx, 5 novembre 1934.

d'Auguste Perret, qui emportera la décision des membres du Conseil d'administration, désireux d'« avoir dans le quartier des écoles de Kyoto un bâtiment qui soit, quant à l'aspect, le pendant du "Pavillon Satsuma" à la Cité universitaire de Paris. On sait que ce pavillon est, par son style essentiellement japonais, un objet de curiosité dans la capitale de la France»[13], et il appartiendra donc au bâtiment de l'Institut de Kyoto de faire valoir quant à lui la splendeur du classicisme français, ce à quoi il parvient remarquablement selon le Consul Hauchecorne de par sa façade, rendue « fort élégante par l'heureuse proportion des pleins et des vides et par les longues colonnes qui s'élancent du sol jusqu'à la corniche »[14] (Fig. 4). Un effort particulier de l'administration française dans le domaine de l'aménagement intérieur visait par ailleurs à faire selon Marchand de l'Institut « un centre scolaire, mais aussi un foyer de beauté, une exposition permanente des Beaux-Arts français : architecture, peinture, gravure, ameublement, telle qu'on n'en avait jamais vue au Japon, ni même dans tout l'Extrême-Orient »[15]. Les déprédations et disparitions d'éléments de décor et de mobilier qui eurent lieu pendant les derniers mois de la guerre (l'Institut fut loué à partir d'avril 1945 sur ordre des autorités japonaises à la Compagnie Shimazu, qui y installa une usine d'instruments de précision destinés à l'armée), ont malheureusement porté une atteinte irrémédiable à cet aspect des choses[16].

---

[13] Archives du MAE, *Rapport annuel sur l'activité de l'Institut franco-japonais du Kansai du 1er avril 1934 au 31 mars 1935*, Kyoto, avril 1935, p. 7.

[14] Archives du MAE, Hauchecorne à MAE, 19 juillet 1936.

[15] *Le nouvel Institut franco-japonais de Kyoto, op. cit.*, p. 25.

[16] Jean-Pierre Hauchecorne, fils du consul et qui enseigna longtemps à l'Institut avant, pendant et après la guerre, décrit ainsi l'état des lieux lorsque ses occupants furent en mesure de le réintégrer à l'automne 1945 : « À l'exception des radiateurs du chauffage central, toutes les parties métalliques du bâtiment avaient été arrachées ; la rampe de fer forgé du grand escalier avait entièrement disparu ; de même, les bandes de cuivre, garnissant les marches des deux escaliers ; également, les ouvrages de ferronnerie d'art qui garnissaient les portes ; la moitié des carreaux

Quoi qu'il en soit, le terme d' « annexe » disparaît dès lors de la communication relative au bâtiment : c'est bien l'Institut franco-japonais du Kansai avec l'ensemble de ses fonctions (enseignement, diffusion culturelle, réceptions, appartement de fonction du directeur) qui se transporte à Yoshida, et l'édifice sur la montagne est laissé sans merci à un abandon d'un demi-siècle.

Le chantier de construction s'ouvrit en juin 1935, et s'étendit sur à peu près un an. Le face-à-face des pavillons nazi et soviétique à l'Exposition de 1937 a structuré la mémoire de la modernité occidentale (Fig. 5). Il est piquant de constater que les gens de Kyoto avaient réagi exactement de la même manière, un an auparavant, au spectacle curieux des deux instituts culturels dressés l'un contre l'autre tels des coqs de combat, comme on peut en juger d'après cet article paru, photo-montage à l'appui, dans l'édition régionale du Journal *Mainichi* du 16 janvier 1936 :

« Si le noir s'oppose au blanc comme le chien au singe[17], ainsi en va-t-il de l'Allemagne et de la France. Tandis que l'Allemagne est le royaume du fascisme nazi à l'ombre de l'étendard à la croix gammée, la France demeure le pays par excellence de la défense de la liberté : voir côte à côte leurs deux instituts culturels dans notre quartier universitaire est sans conteste un spectacle des plus curieux (Fig. 6). L'Institut allemand, dont la construction s'est achevée en novembre 1934, est aujourd'hui en pleine activité, tandis que le bâtiment français ne devrait être achevé qu'en mars prochain. À la sobriété anguleuse de la manière allemande s'opposent la splendeur et la grâce françaises. Peut-être baptisera-t-on un jour du nom de "Rue d'Alsace" la venelle qui, séparant les deux bâtiments,

---

manquaient ou étaient brisés ; tous les rayonnages de la bibliothèque avaient disparu ; une partie des planchers était descellée [...], etc. etc. » (Jean-Pierre Hauchecorne à Ambassadeur de France au Japon, 21 mars 1956, Archives de l'Institut français du Japon - Kansai).

[17] L'équivalent japonais de l'expression française « être comme chien et chat ».

conduit aux résidences de l'Université de Kyoto… ».

Le « Nouvel Institut » fut inauguré le 27 mai 1936 sous la présidence du Prince Higashikuni, oncle de l'Empereur qui avait passé au début des années 20 six ans à Saint-Cyr puis à l'École libre des Sciences politiques, défrayant la chronique parisienne par une vie privée plutôt haute en couleur. Peut-être songeait-il avec nostalgie à cet agréable passé en écoutant avec patience la litanie des interminables discours qui chantèrent sur tous les tons la reconnaissance pour ceux qui avaient œuvré, et les espoirs que suscitait l'ouverture de ce fleuron de la coopération bilatérale.